

# L'ÉCONOMIE DES HAUTS-DE-FRANCE

BILAN 2023, PERSPECTIVES 2024



# BILAN 2023

## Encore des difficultés et surplace de l'activité en 2023

Après un recul de la croissance française en 2022 à 2,6%, la conjoncture s'est à nouveau essouffée en 2023 avec un recul prévu du PIB à 0,9% dans un contexte inflationniste, de tensions sur les prix de l'énergie et des matières premières.

Cette situation plutôt atone n'a pas permis à l'activité des entreprises de la région de progresser favorablement. L'ensemble des grands indicateurs économiques font globalement du surplace.

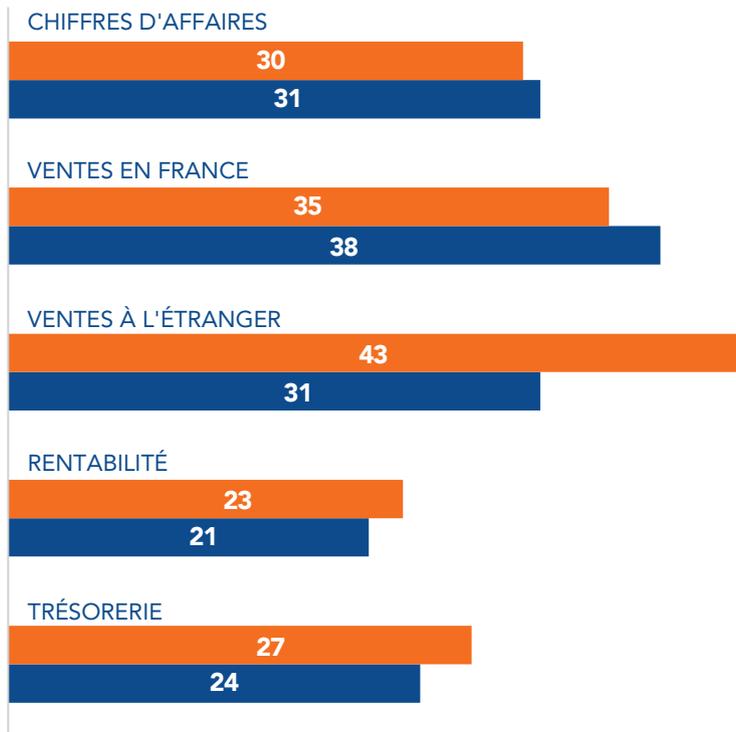
Dans le détail, le chiffre d'affaires et la rentabilité sont stables par rapport à 2022. Le niveau de trésorerie progresse très légèrement en 2023 tout comme les ventes en France. Seule l'activité à l'international tire son épingle du jeu et soutient l'activité avec un solde d'opinion en hausse de 12 points en un an passant de 31% à 43%.

Les investissements demeurent peu dynamiques en 2023 avec 56% entreprises qui n'ont pas investi en 2023.

### OPINION DES DIRIGEANTS SUR LE BILAN - PRINCIPAUX INDICATEURS - SOLDE D'OPINION EN POINTS (\*)

**56%**  
DES  
ENTREPRISES  
N'ONT PAS  
INVESTI  
EN 2023

- BILAN 2023
- RAPPEL BILAN 2022



(\*) VOIR DÉFINITION DANS LA MÉTHODOLOGIE EN DERNIÈRE PAGE

# BILAN PAR SECTEURS

Des dynamiques différentes selon les secteurs

L'activité **PROGRESSE**  
dans 1 secteur



**COMMERCE  
INTER-ENTREPRISE**  
(+50 contre +36 en 2022)

L'activité **STAGNE**  
dans 3 secteurs



**COMMERCE DE DÉTAIL**  
(+20 contre +16 en 2022)



**INDUSTRIE**  
(+43 contre +40 en 2022)



**SERVICES  
AUX PARTICULIERS**  
(+13 contre +16 en 2022)

L'activité **RECLE**  
dans 4 secteurs



**HÔTELS & RESTAURANTS**  
(+25 contre +36 en 2022)



**BTP**  
(+51 contre +61 en 2022)



**TRANSPORT**  
(+36 contre +44 en 2022)



**SERVICES  
AUX ENTREPRISES**  
(+36 contre +43 en 2022)

SERVICES A LA PERSONNE

63%

COMMERCE DE DETAIL

53%

TRANSPORTS

52%

HOTELS, CAFES, RESTAURANTS

52%

CONSTRUCTION

41%

COMMERCE DE GROS

37%

SERVICES AUX ENTREPRISES

34%

INDUSTRIE

31%

**PART DES DIRIGEANTS  
JUGEANT LA SITUATION  
ÉCONOMIQUE MAUVAISE  
PAR SECTEURS**

**45%**  
**DES DIRIGEANTS  
JUGENT  
LA SITUATION  
ÉCONOMIQUE  
MAUVAISE**

(XX) SOLDE D'OPINION SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

# PERSPECTIVES

## Vers une reprise poussive de l'activité en 2024

**Si l'année 2023 n'a pas brillé sur le front de la croissance de l'activité, l'année 2024 ne s'annonce guère sous de meilleurs auspices.**

**En effet, les dirigeants de la région n'anticipent pas un sur-saut de leur activité en 2024.** Si le solde d'opinion sur les perspectives de chiffre d'affaires repasse dans le vert, celui-ci reste à un niveau bas (+4), le manque de visibilité sur les prix et l'évolution de la consommation expliquent en partie cette situation et cet attentisme.

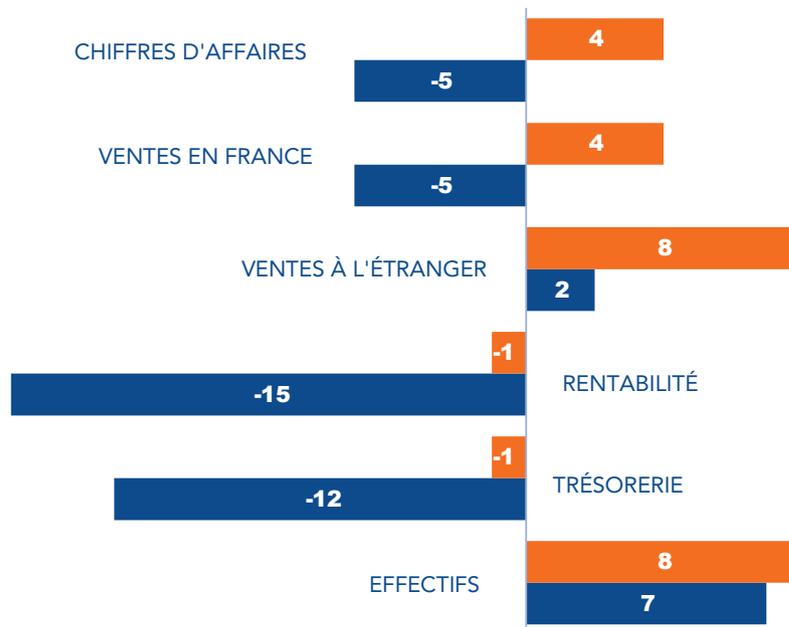
Ce contexte devrait permettre à la trésorerie et à la rentabilité de se renforcer légèrement mais leur niveau devrait rester bien fragile pour bon nombre d'entreprises (le solde d'opinion reste négatif à -1).

L'activité sur le marché intérieur ne devrait pas beaucoup progresser, en revanche les entreprises misent sur une amélioration de leurs ventes à l'international avec un solde d'opinion à **+8** contre +2 l'an dernier.

**Au niveau de l'emploi, pas d'augmentation forte annoncée, au mieux il devrait légèrement progresser dans certains secteurs** avec un solde d'opinion à **+8** (même niveau que l'an dernier).

### OPINION DES DIRIGEANTS SUR LES PRINCIPAUX INDICATEURS

SOLDE D'OPINION EN POINTS (\*)



● PERSPECTIVES 2024

● RAPPEL PERSPECTIVES 2023

(\*) VOIR DÉFINITION DANS LA MÉTHODOLOGIE EN DERNIÈRE PAGE

# PERSPECTIVES PAR SECTEURS

## Des trajectoires 2024 différentes selon les secteurs d'activité

Pour 2024, les prévisions d'activité varient fortement entre les secteurs et la diversité des situations est prégnante.

**Deux secteurs affichent à nouveau un recul prévisionnel de leur activité pour 2024 : les services aux particuliers et le BTP** avec respectivement un solde d'opinion à **-6** et **-13**.

**Le secteur du BTP est le plus pessimiste pour 2024** et pour cause, la baisse du volume de crédit, l'augmentation des coûts de construction liée à l'inflation du prix des matériaux et au renforcement des normes de construction, la rareté du foncier et surtout un recul des permis de construire et des mises en chantier (qui

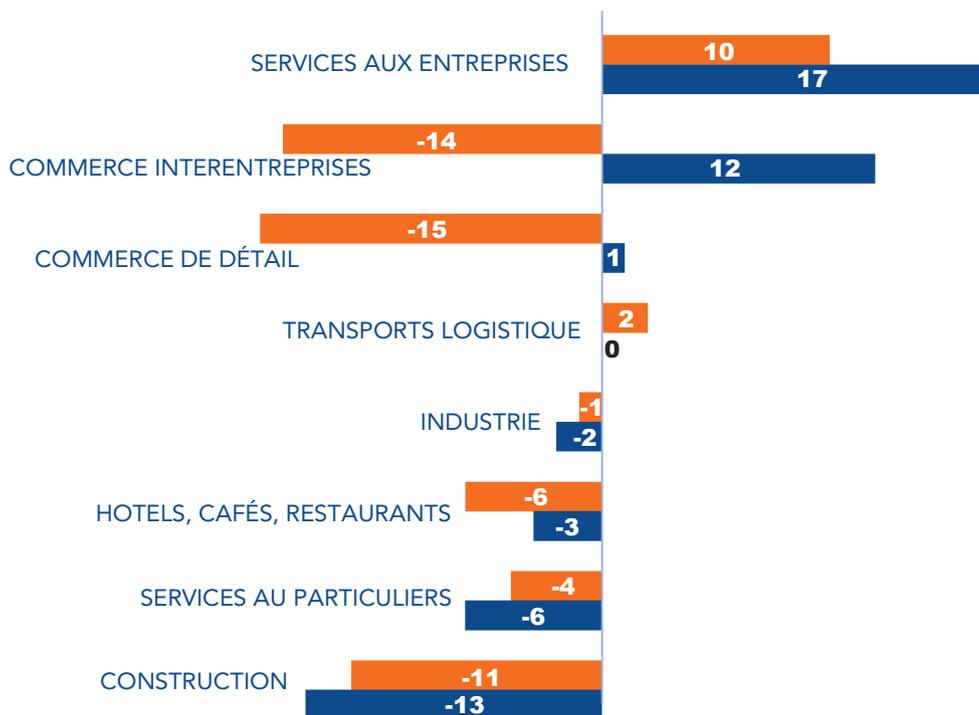
devraient encore chuter en 2024) ne permettent pas au secteur d'envisager une année 2024 dynamique. La trésorerie et la rentabilité devraient particulièrement se fragiliser dans ce secteur.

**A l'inverse deux secteurs affichent des prévisions d'activité plus dynamiques pour 2024 : les services aux entreprises et le commerce interentreprises** avec respectivement un solde d'opinion de **+17** et **+12**.

Au niveau de l'emploi, **des recrutements sont surtout prévus dans 3 secteurs : les services aux entreprises, l'industrie et le commerce interentreprises.**

### OPINION DES DIRIGEANTS SUR LES PERSPECTIVES DE CHIFFRES D'AFFAIRES PAR SECTEURS

SOLDE D'OPINION EN POINTS (\*)



● PERSPECTIVES 2024

● RAPPEL PERSPECTIVES 2023

(\*) VOIR DÉFINITION DANS LA MÉTHODOLOGIE EN DERNIÈRE PAGE

# FREINS AU DÉVELOPPEMENT

Une entreprise sur deux considère que l'inflation freine son développement

L'inflation et le recul du pouvoir d'achat sont les deux principaux freins au développement exprimés par les entreprises en 2023. Près d'une entreprise sur deux déplore y être confrontée. Ces difficultés sont particulièrement mises en avant dans les secteurs en lien direct avec le consommateur : hôtellerie restauration, commerce de détail, services à la personne (perte de pouvoir d'achat : 61% en moyenne contre 32% en moyenne pour les autres secteurs. Inflation : 58% en moyenne contre 42% en moyenne pour les autres secteurs).

L'augmentation des prix des matières premières et du coût de l'énergie arrive en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> place des freins pesant sur les entreprises (une sur trois). Si ces difficultés pénalisent encore fortement les entreprises, on observe un recul de leur impact par rapport à 2022 (respectivement 58% et 48%). Si les secteurs de l'hôtellerie restauration et de l'industrie semblent souffrir plus que les autres de l'augmentation du coût de l'énergie (res-

pectivement 58% et 50%), l'augmentation des prix des matières premières reste un souci pour la quasi-totalité de la sphère productive (48% pour le commerce interentreprises et l'industrie, 56% pour la construction). Elle est également très marquée dans l'hôtellerie restauration (52%).

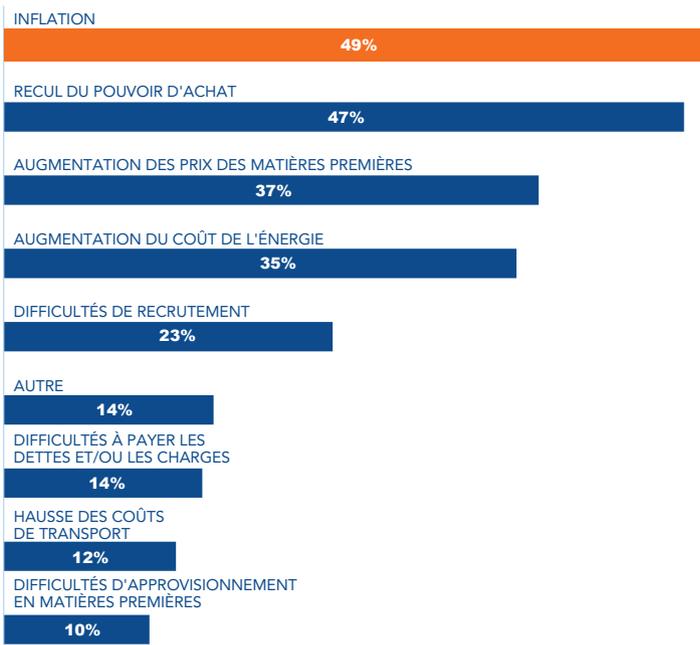
De même, les difficultés liées à l'approvisionnement en matières premières et la hausse des coûts de transport, qui touchaient un répondant sur trois l'an dernier, sont cette année cités par un dirigeant sur dix (soit un recul de 21 points). Pour autant, le coût du transport pénalise particulièrement les secteurs du transport (31%), du commerce interentreprises (25%) ainsi que l'industrie et la construction (20%).

Les difficultés de recrutement restent une inquiétude marquée pour près d'1 dirigeant sur 4, soit en léger recul par rapport à l'an dernier (-3 points). Cette part atteint 35% dans la construction et l'industrie, et 33% dans les services aux entreprises.

6

## QUELS SONT LES PRINCIPAUX FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE VOTRE ACTIVITÉ ?

PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES  
LES ITEMS CHOISIS PAR MOINS DE 10% DES RÉPONDANTS  
NE FIGURENT PAS SUR LE GRAPHIQUE



# ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

## Un niveau 2023 atone

Après une année 2022 marquée par un fléchissement des créations d'emploi, **la tendance 2023 n'est pas particulièrement réjouissante**. Le bon niveau enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 est amoindri par un printemps et un été moroses pour aboutir, sur une année glissante, à **une stabilité du niveau de l'emploi** (+0,1% contre +0,9% au niveau national). Cette stabilité concerne la quasi-totalité des secteurs d'activité, excepté l'intérim, qui recule de

6,2% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 et l'hôtellerie restauration qui, à l'inverse, a vu l'emploi légèrement progresser (+2,5%).

**Le bilan des 9 premiers mois de l'année s'est soldé par près de 2 700 créations d'emplois**, ce qui reste en deçà des 12 000 enregistrées sur la même période l'an dernier, et bien inférieur aux 47 000 créés sur la même période 2021.

## HAUTS-DE-FRANCE : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'EMPLOI



SOURCE : URSSAF, DONNÉES CSV - TRAITEMENT : CCI DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

**Le taux de chômage atteint 9,2% au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, soit une progression de 0,5 point** sur une année glissante (taux à 8,7% au 3<sup>e</sup> trimestre 2022). Il s'agit de la progression régionale la plus élevée, accentuant l'écart par rapport au taux de France Métropolitaine (+ 2 points).

**La quasi-totalité des zones d'emploi des Hauts-de-France enregistrent une augmentation de cet indicateur.** Certaines d'entre elles restent parmi les taux les plus élevés de France Métropolitaine, telles que Maubeuge (12,4%), Valenciennes (12,3%), ou encore Roubaix-Tourcoing (12,1%) qui a pris 1,2 point sur une année glissante (hausse la plus importante en région).

# PROBLÉMATIQUE DE L'EAU

## La préoccupation économique l'emporte sur la gestion de l'eau

La consommation d'eau et sa gestion deviennent une priorité majeure dans la stratégie des entreprises. Avec notamment les changements climatiques, la pression sur cette ressource est de plus en plus forte et il convient aujourd'hui d'anticiper et de gérer l'eau de manière durable. D'ici 2030 il faudra atteindre une économie de 10% de la consommation pour défendre les différents droits d'usage. Les entreprises doivent s'y préparer dès aujourd'hui.

### PARMIS LES SUJETS SUIVANTS RELATIFS À L'EAU, LESQUELS SONT (OU SERONT) LES PLUS IMPORTANTS POUR VOTRE ENTREPRISE ? (\*)

#### AUGMENTATION DU PRIX DE L'EAU

23%

77%

#### RAREFACTION DE LA RESSOURCE EN EAU

21%

79%

#### PROCESS POUR RÉDUIRE LES CONSOMMATIONS EN EAU

20%

80%

#### PROCESS POUR RÉDUIRE LES REJETS D'EAU POLLUÉE

15%

85%

#### DESIMPERMEABILISATION DES SOLS

13%

87%

● SUJET IMPORTANT VOIRE TRÈS IMPORTANT

● SUJET PEU OU PAS IMPORTANT

Globalement, les dirigeants considèrent les sujets relatifs à l'eau comme peu ou pas importants pour le bon fonctionnement de leur entreprise (part s'échelonnant de 77% à 87% suivant les sujets)\*.

La thématique de l'eau est **avant tout abordée sous l'angle économique**. En effet l'augmentation de son prix arrive en première place pour les entreprises répondantes (23%) et notamment pour les secteurs de l'hôtellerie restauration et des services à la personne.

**Vient ensuite la problématique environnementale**. 21% des dirigeants sont inquiets de la raréfaction de la ressource en eau et 20% considèrent que la mise en place de process pour réduire les consommations d'eau est un enjeu important. De même, 15% jugent qu'il est nécessaire de travailler sur des process afin de réduire les rejets d'eau polluée, notamment dans l'industrie (21%).

#### ENCORE PEU D'INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES POUR AMÉLIORER LA GESTION DE L'EAU.

Seuls 8% des dirigeants ont réalisé des investissements au cours des 5 dernières années pour améliorer la gestion de la ressource en eau au sein de leur entreprise. Les prévisions d'investissements sont très faibles car seulement 3% des dirigeants prévoient des dépenses dans les 12 prochains mois. De plus, ces investissements réalisés ou envisagés représentent généralement moins de 6% du chiffre d'affaires annuel.

\* QUESTIONNAIRE RÉALISÉ AVANT LES INONDATIONS QUI ONT TOUCHÉ LE PAS-DE-CALAIS EN FIN D'ANNÉE 2023.

# PROBLÉMATIQUE DE L'EAU

## Les inondations de fin d'année 2023

### VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE ÉTÉ IMPACTÉE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, PAR LES INONDATIONS ?\*

A la suite des graves inondations ayant touché plusieurs centaines de communes des départements du Pas-de-Calais et du Nord en novembre 2023, la CCI de région Hauts-de-France a réalisé une enquête auprès des entreprises situées sur des communes reconnues en état de catastrophe naturelle.

**70% des entreprises ont été impactées par les inondations**, principalement via une baisse d'activité (58%). Par ailleurs, 1 entreprise sur 3 a été touchée directement (établissement inondé), et une part importante d'entreprises a également vu l'accès à son établissement rendu impossible ou très difficile (38%). Toutes ces difficultés ont conduit à un arrêt partiel, voire total, de l'activité pour 1 entreprise sur 3.

### AVEZ-VOUS SUBI DES DOMMAGES FINANCIERS ?\*

**Ces impacts ont engendré des dommages financiers pour près de 6 entreprises sur 10**, principalement de manière indirecte, à cause des pertes d'exploitation engendrées par les fermetures, arrêts d'activité ou baisse de fréquentation des établissements (52%).

Mais 1 entreprise sur 4 a également subi des dommages matériels directs, et 1 sur 5 des pertes de stocks. Parmi elles, la majorité estime que le montant des dégâts est supérieur au montant de la franchise (73%). Certaines entreprises devraient être remboursées intégralement (17%), d'autres partiellement (34%), mais près de la moitié des entreprises (46%) ne savaient pas encore, au moment de l'enquête, si leur assurance prendrait en charge les préjudices subis.

Selon une estimation de la CCI, le montant cumulé des dégâts subis par les entreprises pourrait se chiffrer à plusieurs centaines de millions d'euros.

#### BAISSE D'ACTIVITÉ ET / OU DE FRÉQUENTATION

58%

#### LOCAUX / TERRAINS INACCESSIBLES (ou accès perturbé)

38%

#### ARRÊT DE L'ACTIVITÉ (totalement ou partiellement)

32%

#### LOCAUX / TERRAINS INONDÉS

32%

#### IMPACT SUR LES SALARIÉS

31%

#### FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT

25%

#### AUCUN IMPACT

31%

#### DÉGÂTS SUR LES STOCKS, SUR LA MARCHANDISE

19%

#### DÉGÂTS MATÉRIELS

(local, terrain, matériels/outils de travail etc.)

26%

#### PERTES D'EXPLOITATION, PERTES DE CHIFFRES D'AFFAIRES

52%

#### TOTAL DOMMAGES FINANCIERS

(matériel, stocks et / ou pertes d'exploitation, etc...)

58%

(\* ENQUÊTE RÉALISÉE PAR LA CCI DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE, PAR MAIL, DU 15 DÉCEMBRE 2023 AU 8 JANVIER 2024 AUPRÈS DES ENTREPRISES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS SITUÉES SUR UNE COMMUNE RECONNUE EN ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE (530 RÉPONDANTS)

# CRÉATIONS D'ENTREPRISES

## Maintien à un niveau élevé

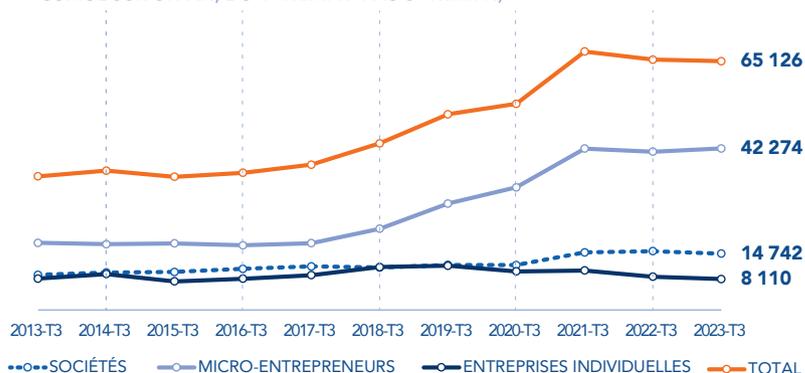
En 2023, pour la deuxième année consécutive, le nombre de créations d'entreprises reste stable (légère baisse de -0,6% en cumul sur un an à la fin du 3ème trimestre 2023). Après les fortes hausses constatées ces dernières années, le nombre de créations semble avoir atteint un pic en 2021, et depuis l'année dernière elles se stabilisent aux alentours de **65 000** créations par an.

Les micro-entreprises, qui représentent 2 créations sur 3, sont en légère hausse (+2% sur un an). Les sociétés, qui représentent 23% des créations, sont quant à elles en baisse (-4%). Enfin, les créations sous forme d'entreprises individuelles sont toujours très peu nombreuses (un peu plus d'une création sur 10) et sont également en recul (-7%).

En termes de secteurs d'activité, on peut noter le dynamisme des créations d'entreprises dans l'industrie (+15% sur an). Dans ce secteur, qui représente 8% du total des créations dans la région, leur nombre croît d'au moins **10%** chaque année depuis 2018. Le secteur « Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien » (22% du total des créations) est également porteur (+6% sur un an, et un nombre de créations en hausse chaque année depuis 2016). A l'inverse, dans les transports (8% du total des créations), le nombre de créations est en baisse de **13%** ; dans ce secteur, ce sont les créations de micro-entreprises (-16%) qui tirent ce chiffre vers le bas, car les créations hors micro-entrepreneurs sont quant à elles en hausse (+11%).

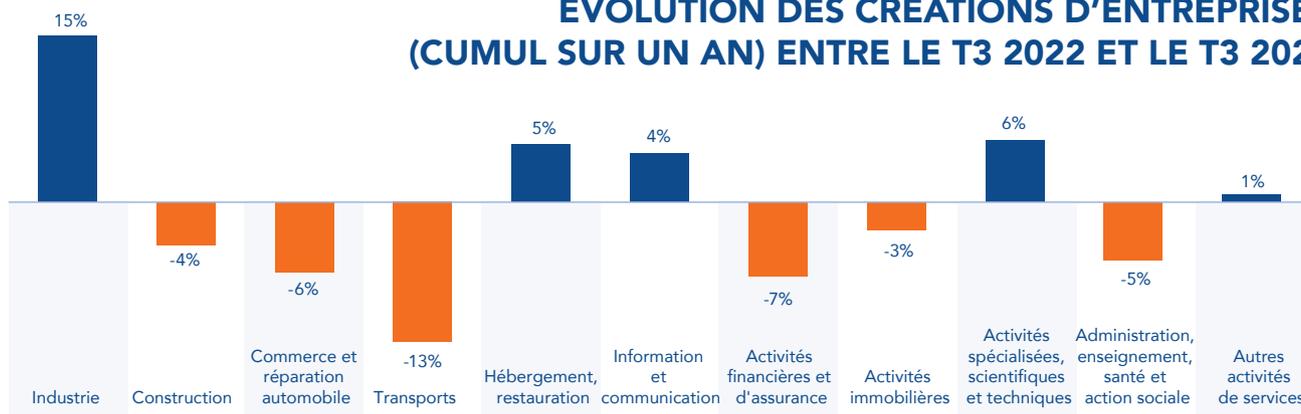
## CRÉATIONS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

CUMUL SUR UN AN, DU 4<sup>E</sup> TRIM. N-1 AU 3<sup>E</sup> TRIM. N)



10

## ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES (CUMUL SUR UN AN) ENTRE LE T3 2022 ET LE T3 2023



SOURCE DES GRAPHIQUES : INSEE, DONNÉES BRUTES - TRAITEMENT : CCI DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

# DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Forte hausse pour la 2<sup>e</sup> année consécutive

## DÉFAILLANCES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

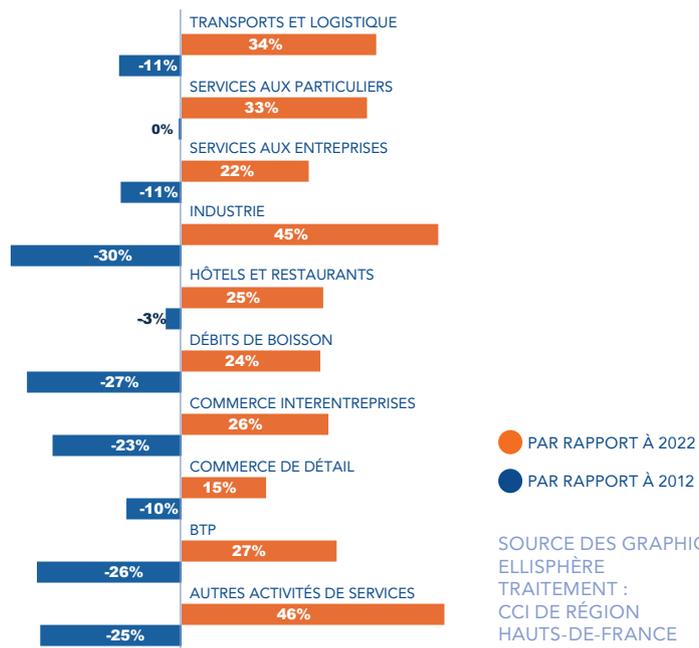
Plus de 4000 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en 2023, soit une hausse de 26% par rapport à 2022. Le nombre de procédures est légèrement supérieur aux niveaux d'avant Covid, et si la hausse se poursuit en 2024, il devrait égaler le record de 2012 (près de 5000 défaillances enregistrées).

Cette hausse concerne tous les secteurs d'activité et toutes les tailles d'entreprises, mais pas avec la même intensité. Ainsi, 4 secteurs enregistrent des hausses supérieures à 30% sur un an : l'industrie (167 procédures, + 45% par rapport à 2022), les autres activités de services (398, + 46%), le transport-logistique (137, + 34%) et les services aux particuliers (203, +33 %).

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES

Le nombre de défaillances reste toutefois inférieur aux niveaux observés sur la période 2011-2016, même si 2 secteurs s'en rapprochent : les services aux particuliers (203 procédures, -0,5% par rapport à 2012) et l'hôtellerie-restauration (521 procédures, -3%). Cependant, dans ces 2 secteurs, le « pic » du nombre de défaillances avait été atteint plus tardivement (respectivement en 2016 et en 2015).

Cette augmentation du nombre de défaillances peut s'expliquer par un effet de « rattrapage » après la fin des mesures de soutien aux entreprises mises en place pendant la crise sanitaire. Mais le contexte économique défavorable persistant (crise énergétique, inflation) pourrait conduire à une nouvelle hausse des défaillances en 2024 ; leur nombre pourrait alors atteindre les niveaux exceptionnellement hauts observés au début des années 2010 (entre 4500 et 5000 procédures par an en moyenne).



● PAR RAPPORT À 2022  
● PAR RAPPORT À 2012

SOURCE DES GRAPHIQUES :  
ELLISPHERE  
TRAITEMENT :  
CCI DE RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE



#### ANALYSE RÉALISÉE PAR :

Delphine Denoual  
Annabelle Grave  
Grégory Stanislawski

## MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Enquête réalisée par la CCI de région Hauts-de-France au cours des mois de novembre et décembre 2023 auprès d'un échantillon représentatif (taille, secteur et territoires) d'entreprises. Près de 3 050 questionnaires ont été exploités à l'issue de cette enquête (1 119 pour le commerce de détail et les services aux particuliers, 1 159 pour le commerce interentreprises et les services aux entreprises, 175 pour l'industrie, 194 pour le BTP, 355 pour les hôtels-café-restaurants et 42 pour le transport-logistique).

Sur les secteurs suivants, la cible démarre à 1 salarié : industrie, commerce interentreprises, BTP, transport et logistique. Les secteurs sui-

vants ont été écartés car ils ne relèvent pas de la cible CCI : enseignement, éducation, santé et action sociale. De même, n'ont pas été intégrées les activités de banque, assurances et activités immobilières. Le panel a été construit de façon à être représentatif de la structure économique du territoire Hauts-de-France (selon la cible définie par la CCI). Le solde d'opinion d'un indicateur est la différence entre les opinions positives et négatives. Par exemple, un solde d'opinion positif sur le chiffre d'affaires signifie qu'il y a plus de dirigeants qui estiment que leur chiffre d'affaires est bon par rapport à ceux qui l'estiment mauvais.

[hautsdefrance.cci.fr](https://hautsdefrance.cci.fr)

Facebook  
[@CCIHautsdeFrance](https://www.facebook.com/CCIHautsdeFrance)

Twitter  
[@CCI\\_hdf](https://twitter.com/CCI_hdf)

LinkedIn  
[CCI Hauts-de-France](https://www.linkedin.com/company/CCI-Hauts-de-France)

